

## Ils ont dit non à l'agriculture industrielle, ils sont devant la justice. Voilà qui ils sont

17 juin 2015 / [Marie Astier \(Reporterre\)](#)



Ils seront neuf devant le juge ce mercredi 17 juin, pour le procès en appel dit des « *mille vaches* ». Neuf choisis presque au hasard parmi la trentaine de membres de la Confédération paysanne qui ont participé à l'action de « *déboulonnage* » sur le site de la ferme le 28 mai 2014. Voilà qui ils sont, ce qu'ils pensent, pourquoi ils se sont engagés.

---

---

*Reporterre* vous **avait raconté l'opération** : le lever au petit matin, le démontage de quelques pièces dans la salle de traite alors encore en construction, puis l'interpellation. La police a emmené ceux qui étaient reconnaissables sur les photos prises par les salariés de la ferme-usine. Certains sont poursuivis pour « *dégradation* », « *vol* » ou « *recel* », d'autres simplement pour refus de prélèvement ADN. Les gardes à vue ont pu durer jusqu'à 50 heures. Lors du premier procès le 28 octobre, les peines sont allées de l'amende **à la prison avec sursis**.

Mais qui sont ces prévenus qui devant le tribunal vont tenter de dénoncer les conséquences de l'agriculture industrielle ?

*Reporterre* a recueilli les témoignages de cinq d'entre eux. Trois autres sont des salariés de la Confédération paysanne, et il y a Laurent Pinatel, le porte-parole du syndicat, dont nous avons **déjà réalisé le portrait**.

**Dominique Henry, 59 ans, institutrice et paysanne à la retraite**



Dominique, c'est la sage de la bande. D'abord instit, elle a ensuite travaillé sur la ferme familiale : 25 vaches dans la zone de l'AOP Comté. Du lait de qualité, bien valorisé, qui lui permettait avec son mari de gagner leur vie « *correctement* ».

Pourtant, même dans cette région privilégiée, Dominique voit « *les méfaits de l'industrialisation de l'agriculture et de la concentration des exploitations. On a de plus en plus d'algues dans les rivières, et les campagnes se vident* », déplore-t-elle.

Quand elle a entendu parler de la ferme des mille vaches, elle a tout de suite adhéré à Novissen, l'association locale qui s'oppose au projet. « *A un moment donné, en tant que citoyenne, il y a des choses qui me paraissent évidentes. Pour moi, cela fait écho avec ce qui se passe dans ma région, cette intensification de l'agriculture qui provoque de la pollution.* »

Dominique se définit comme une femme engagée, mais « *dans la vie de tous les jours. J'essaye de mettre en adéquation mes idées et mes actions. Par exemple, quand j'étais instit j'emmenais beaucoup les enfants dans la nature et pour moi, c'est presque de l'action militante.* »

Pour avoir participé à l'action du 28 mai 2015, elle a écopé de 4 mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende. Elle ne s'y attendait pas. Pas plus qu'aux 48 heures de garde à vue auxquelles elle a eu droit après l'action du 28 mai. Deux longues journées **qu'elle a racontées sur *Reporterre***

. Pour faire face à la nuit au « cachot » et à la longue attente, elle a chanté, fait du yoga et même réalisé des dessins qu'elle a donnés aux gendarmes. « *On nous a traités comme des délinquants, alors qu'on est des lanceurs d'alerte. Avec notre action, on a mis un coup à l'industrialisation de l'agriculture, c'était important de faire ça.* »

## Olivier Lainé, 57 ans, paysan en Haute-Normandie



En tout, Olivier cultive une soixantaine d'hectares : cinquante de céréales plus dix de pommes à cidre. C'est un peu plus que la moyenne en France, qui se situe à 55 hectares. Pourtant dans sa région, c'est un petit joueur. « *Quand j'ai repris ma ferme, j'étais dans la norme, se rappelle-t-il. Mais depuis, c'est la guerre de la terre. Les agriculteurs pensent que s'ils ne s'agrandissent pas, ils ne survivront pas. Et en même temps, ils se mécanisent de plus en plus, les pulvérisateurs sont toujours plus larges.* »

Et les choses ne vont pas en s'améliorant... « *Je viens d'apprendre que le gouvernement met en place une nouvelle niche fiscale pour l'achat de matériel agricole neuf. Elle ne va pas profiter au petit paysan qui achète du matériel d'occasion, c'est pour les gros.* »

Lui n'a pas collectionné les hectares, et se considère pourtant comme un privilégié : « *Je fais un métier que j'aime, et je gagne 25.000 euros par an !* »

« *Mais attention, je ne suis pas un nostalgique qui pense que c'était mieux autrefois, avertit-il. Après la guerre, la modernisation de l'agriculture a permis de dégager de la main d'œuvre pour l'industrie. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le même contexte : il y a tellement de chômeurs, cela paraît fou que l'agriculture perde des actifs !* »

Porte-parole local de la Confédération paysanne, militant aguerrri, pour lui la ferme-usine des milles vaches est un symbole. « *On a compris que ce projet était une bonne cible pour alerter l'opinion publique* », raconte-t-il. Alors ce procès des « milles vaches », il aimerait que ce soit celui de « *l'industrialisation de l'agriculture. Ce sont ceux qui mettent en place des projets comme ça qui devraient être à la barre.* »

Il y va serein, c'est presque un habitué des procès, un second l'attend dans quelques jours. « *J'ai toujours refusé de payer les cotisations à l'interprofession du cidre, explique-t-il. Parce qu'elle est contrôlée par la FNSEA [le syndicat agricole majoritaire - NDLR] et l'industrie, et aussi parce que la moitié du budget part dans la pub...* »

**Valentin Sic, 19 ans, étudiant en communication à Nice**



Fils de paysans, c'est lors des dîners en famille qu'il a appris à débattre de l'avenir de l'agriculture, et qu'il a connu le projet de la ferme-usine des milles vaches. « *J'en ai parlé autour de moi, à des amis qui ne sont pas du monde agricole, ça les choquait. Ma mère ne pouvait pas participer à l'action, alors j'ai décidé d'y aller à sa place* », raconte-t-il.

Son message ? « *Montrer que parmi ceux qui ne veulent pas de ce projet là, il n'y a pas que des agriculteurs qui défendent leur bout de terrain. Il y a aussi des consommateurs* », poursuit-il.

En s'engageant, il savait qu'il risquait de la garde à vue. « *Mais on avait imaginé que ce serait vingt-quatre heures maximum. En fait, elle a duré cinquante heures. On a été traités comme des criminels, et même si nos peines ne sont pas très lourdes, elles sont disproportionnées par rapport à nos actes.* »

L'affaire l'a « *chamboulé* », il le reconnaît. Mais ça lui a aussi donné l'envie de continuer à « *faire passer des messages* ». Il n'envisage pas de reprendre l'élevage familial de chèvres et de brebis, alors il s'est inscrit dans une école d'information-communication, non loin de chez ses parents, à Nice.

Le procès des milles vaches et la médiatisation qu'il suscite est déjà une occasion de défendre ses idées. *« Je suis pour une agriculture à échelle humaine. Mille vaches, on peut encore visualiser ce que ça représente, explique-t-il. Mais pour les milliers de poulets ou de cochons, on n'arrive déjà plus à imaginer ! On doit rester à des échelles raisonnables. C'est la multiplication des agriculteurs qui permettra de nous nourrir. »*

Avec les élèves de sa promo, il s'est déjà lancé dans un nouveau combat. Leur cible : le TAFTA , c'est à dire le projet de traité commercial entre les États-Unis et l'Union européenne (le dossier de *Reporterre* sur le sujet [est ici](#)). *« Quatre-vingt dix pour cent des gens que l'on rencontre ne savent pas ce que c'est, remarque-t-il. Et pourtant quand on leur explique, ils sont contre ! »*

## Emmanuel Aze, 40 ans, arboriculteur dans le Lot et Garonne



L'écouter parler de ses fruits donne l'eau à la bouche. Sur neuf hectares, il cultive cerises, abricots, pêches et nectarines. « *En tout j'ai environ 140 variétés. Chacune arrive à maturité à une date particulière. Ainsi, on les cueille au fur et à mesure et on n'a pas à les mettre au frigo* », explique-t-il.

Lui vend ses fruits en direct et s'en sort encore. Mais il exerce dans un secteur de l'agriculture dévasté par l'industrialisation. « *En douze ans, en France, soixante pour cent de la surface en pêches et nectarines a disparu, pour être délocalisée en Espagne, déplore-t-il. C'est le seul moyen de produire à bas coût...* » A cela, est venue s'ajouter une nouvelle maladie qui décime les vergers. « *Vu les perspectives économiques, ensuite, les agriculteurs n'ont pas replanté* », raconte le paysan.

Alors, ce qu'il voudrait avant tout, c'est que l'on reconnaisse « *la valeur de ce que l'on produit* », assène-t-il. *On brosse le consommateur dans le sens du poil, en disant que le problème c'est la marge que se fait la grande distribution. Mais le problème, c'est aussi les prix à la consommation ! On cherche toujours à vendre moins cher pour nous faire acheter plus. Le lait des mille vaches, c'est exactement ça...* »

« *Il y a eu un virage historique dans le discours de François Hollande que l'on a très peu relevé, poursuit-il. Il a dit qu'il fallait mener une politique de l'offre. Cela veut dire qu'on ne pense plus l'économie comme devant servir les besoins sociaux, mais comme devant générer des profits.* »

Dans ce contexte, le procès des milles vaches est donc hautement politique. « *On peut penser qu'ils vont se saisir de l'occasion pour donner l'exemple, estime Emmanuel. Il n'y aura pas d'autres procès politiques avant la grande conférence sur le climat et ils ne veulent pas de vagues pendant l'événement.* »

**Thierry Bonnamour, 35 ans, maraîcher en Savoie**





Avant de devenir agriculteur, Thierry a tenté la mécanique auto, l'armée... Puis finalement, ce sont les souvenirs des moments passés dans la ferme de son oncle qui sont revenus. Il s'est installé comme maraîcher *« parce que c'est possible de se lancer avec peu de capitaux, et peu de terrain. »*

Il a aussi fait le choix de la vente directe, car *« c'est responsabilisant pour le paysan. Alors que dans une filière longue, l'intermédiaire ne regarde pas comment la marchandise est produite. »*

Pour lui, *« être paysan, c'est avoir une vision large du rôle de l'agriculture dans la société et dans la vie quotidienne de tout le monde, à travers l'alimentation. »* Alors en participant à l'action à la ferme des mille vaches, il a en quelque sorte pris ses responsabilités : *« On est là pour alerter. Il nous semblait important de forcer les médias à mettre un coup de projecteur sur ce qui se passe. »*

*« L'industrialisation de l'agriculture, c'est un phénomène qui aboutit aux mille vaches, poursuit-il. Mais plus généralement, c'est une dérive. Ce sont des petites choses qui pénètrent chaque ferme, par exemple en choisissant telle race de bétail, ou en décidant d'importer du soja pour le nourrir. C'est quelque chose dans lequel on est embarqué malgré nous. »*

Mais attention, précise-t-il, « *ce n'est pas à nous de dire si on continue ou pas dans cette voie là, c'est à la population, qui à travers ses choix personnels, peut faire changer les choses.* »

Les quarante-huit heures de garde à vue, le procès, il ne s'y attendait pas : « *Quand j'ai appris que j'en avais pour deux jours, j'avais le moral dans les chaussettes. Puis j'ai relativisé, et je me suis même réjoui parce qu'au fond, cette maladresse de l'État allait dans notre sens.* »

En revanche, il avoue ne pas être très serein pour ce procès en appel, car il constate que pour les autorités, il y a deux poids, deux mesures. « *Peu de temps après notre action, il y a eu l'incendie du centre des impôts et de la Mutualité sociale agricole à Morlaix, par un autre syndicat agricole, raconte-t-il. Pour nous, ils ont passé la ferme des mille vaches au peigne fin pour recueillir nos empreintes. A Morlaix, le lendemain on voyait les images des cantonniers qui balayaient les bouteilles de bière laissées sur place et les mettaient à la poubelle : on n'a même pas essayé d'y prélever des empreintes pour savoir qui était là. Il n'y a eu aucune interpellation ni poursuite...* »

**Lire aussi :** [Il faut relaxer les neuf inculpés de la ferme des Mille vaches](#)

**Source :** Marie Astier pour *Reporterre*

**Photos :**

- . chapô : à la sortie du tribunal, en juillet 2014 (Kempf/Reporterre)
- . Emmanuel Aze, Valentin Sic, Dominique Henry, Thierry Bonnamour : Confédération paysanne

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Ils-ont-dit-non-a-l-agriculture-industrielle-ils-sont-devant-la-justice-Voila>